

« Présentation »

Axel Van Den Berg et André Blais

Sociologie et sociétés, vol. 34, n° 1, 2002, p. 3-8.

Pour citer ce document, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/009742ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca



Présentation

AXEL VAN DEN BERG

Département de sociologie
Université McGill
855, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec), Canada H3A 2T7
Courriel : axel.vandenberg@mcgill.ca

ANDRÉ BLAIS

Département de science politique
Université de Montréal
C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal (Québec), Canada H3C 3J7
Courriel : andre.blais@umontreal.ca

LA SOCIOLOGIE s'est traditionnellement définie comme étant l'*antithèse* ou à tout le moins le *complément* du modèle utilitariste, modèle dominant en science économique et influent en science politique. Ceci vaut certainement pour la tradition sociologique qui va de Comte à Parsons en passant par Durkheim. Mais, à la suite du déclin de la « grande » théorie sociologique, l'héritière de l'école utilitariste, la théorie du choix rationnel (TCR), a émergé comme l'une des rares options proposant une théorie *générale* dans la discipline.

Cette tendance, on ne s'en surprendra guère, a suscité des contre-tendances : la « nouvelle » sociologie économique, l'institutionnalisme historique et la socio-économie. Cela a donné lieu à toute une série de débats dans la sociologie et la science politique anglo-saxonnes sur les mérites et les limites de la théorie du choix rationnel en sciences sociales. Un des principaux objectifs de ce numéro spécial est de présenter ces débats au public francophone.

Nous avons invité quatre spécialistes connaissant depuis longtemps ces débats, soit deux tenants de la TCR et deux critiques de cette tendance, à nous faire part de leur appréciation de l'état actuel du débat. Puis, nous avons demandé à un certain nombre de collègues, représentant les deux camps, de rédiger de courts textes présentant leurs réactions par rapport aux quatre articles principaux. Enfin, les auteurs de ceux-ci ont été à leur tour invités à réagir à ces critiques. À notre avis, l'ensemble de ces contributions

présente un tableau passablement fidèle et complet de l'état actuel du débat sur la théorie du choix rationnel dans la sociologie anglo-saxonne.

Jusqu'à tout récemment, le débat, dans la mesure où il y avait vraiment un débat, était particulièrement virulent. Les opposants semblaient être enfermés dans une « bataille de paradigmes » (Etzioni, 1988, p. ix) qui ne laissait aucune place aux positions intermédiaires. Les questions qui divisaient les deux camps, quoique souvent obscurcies par des échanges de nature très technique, apparaissaient fondamentalement philosophiques, touchant la « nature » de l'être humain ou la finalité de la science sociale et ne se prêtant guère à quelque compromis que ce soit.

La question de savoir si les êtres humains sont « essentiellement » calculateurs et égoïstes ou, au contraire, des êtres profondément sociaux et culturels est, en fin de compte, de nature morale et idéologique, et aucun débat scientifique, quelle qu'en soit la qualité, ne pourra y apporter de réponse définitive. Il en va de même pour des questions comme celle de la finalité « ultime » de la science.

Peut-être les sociologues sont-ils de plus en plus conscients de cette réalité ou peut-être se sont-ils tout simplement lassés d'une bataille qui apparaissait de plus en plus stérile : toujours est-il qu'une nouvelle attitude plus modérée et pragmatique semble prévaloir chez plusieurs participants au débat actuel, comme le souligne John L. Campbell dans le premier paragraphe de son article. Cette nouvelle tendance offre un contraste frappant avec les débats parfois acrimonieux du début. Dans cet esprit, nous avons d'ailleurs fait appel à des auteurs dont nous pensions qu'ils pouvaient s'inscrire dans ce courant plus « constructif ».

Le débat sur la théorie du choix rationnel s'articule autour de toute une série de questions. Une des plus classiques, à laquelle on ne saurait échapper, concerne le domaine d'application de la théorie. On connaît la position aussi claire que controversée de Gary Becker à ce sujet :

En effet, je suis arrivé à la conclusion que l'approche économique est une approche globale qui s'applique à tous les comportements humains, qu'il s'agisse de comportements ayant un prix réel ou convenu, de décisions répétées ou peu fréquentes, de fins émotives ou automatiques, de personnes riches ou pauvres, de patients ou de thérapeutes, d'hommes d'affaires ou de politiciens, de professeurs ou d'étudiants (Becker, 1976, p. 8).

Si ce raisonnement [selon lequel tout comportement humain suppose des participants qui maximisent...] est valable, l'approche économique fournit un cadre uniforme pour comprendre le comportement humain, cadre que l'on recherche depuis longtemps et qui a échappé à Bentham, Comte, Marx, ainsi qu'à bien d'autres (Becker, 1976, p. 14) (Traduction libre)¹.

1. Indeed, I have come to the position that the economic approach is a comprehensive one that is applicable to all human behavior, be it behavior involving money prices or imputed shadow prices, repeated or infrequent decisions, emotional or mechanical ends, rich or poor persons, patients or therapists, businessmen or politicians, teachers or students (Becker 1976, p. 8).

If this argument [that all human behavior can be viewed as involving participants who maximize...] is correct, the economic approach provides a united framework for understanding behavior that has long been sought by and eluded Bentham, Comte, Marx, and others (Becker 1976, p. 14).

Aujourd'hui, les modérés des deux camps s'entendent pour dire que l'argumentation de Becker en faveur de la plus dure des « dures » versions de la TCR (James B. Rule) n'est pas convaincante. Dans sa contribution à ce numéro spécial, Raymond Boudon, par exemple, souligne un grand nombre de paradoxes auxquels est confrontée la théorie lorsqu'elle tente de rendre compte de *toutes* les formes de comportement social; dans la même veine, Rule établit une liste de comportements qui apparaissent difficilement conciliables avec une telle perspective. Manifestement, certains types de comportements ne peuvent tout simplement pas être expliqués par quelque modèle fondé sur la rationalité instrumentale, et les efforts pour trouver derrière toute action, même la plus altruiste, un « pharisaïsme » secret mène à une circularité tautologique.

Ce nouveau consensus se retrouve dans les pages de ce numéro. En même temps, cependant, comme Boudon le rappelle avec beaucoup d'à-propos, le fait que la TCR ne puisse rendre compte de larges pans de la réalité sociale ne veut pas dire qu'il faille traiter ces comportements de non rationnels, encore moins d'irrationnels. Les gens peuvent poser des gestes qui, tout en apparaissant à nos yeux « raisonnables », ne sont pas tout à fait conformes à la TCR.

Plusieurs de nos auteurs soutiennent que les croyances et les normes sont deux types de réalités qui ne peuvent pas vraiment être expliqués par la TCR. L'argument semble largement accepté. Par contre, il n'est pas clair que les critiques de l'approche, en particulier les institutionnalistes qui insistent sur la nécessité de se pencher sur les sources des croyances et des normes, aient réussi à proposer une théorie alternative qui offre une réponse satisfaisante, comme le note Campbell. C'est là un point souvent souligné par les tenants de la TCR, mais il est intéressant de voir qu'un institutionnaliste reconnu admet que l'une des critiques courantes à l'endroit de la TCR perd de sa pertinence en l'absence d'une explication alternative valable de ces croyances et de ces normes. De plus, comme le souligne Michael R. Smith dans son commentaire, si l'on reconnaît que les gens ont diverses préférences qui vont bien au-delà du bien-être matériel auquel les manuels économiques accordent toute leur attention, il n'y a aucune raison de soustraire les actions découlant de ces préférences d'une analyse fins/conséquences qui constitue, selon lui, l'essentiel de la TCR.

De l'avis de tous, l'individualisme méthodologique (IM) est au cœur de la TCR. Cet individualisme méthodologique suscite une forte résistance en sociologie, non seulement parce qu'on l'associe à la TCR, mais aussi parce qu'elle entre en conflit avec la tradition « structurelle » (surtout marxiste et durkheimienne). Mais, comme le souligne Boudon, partisan de longue date de l'IM en sociologie, il n'y a pas de lien automatique entre l'IM et la TCR. Il est vrai que la TCR se fonde sur l'IM, mais l'inverse ne l'est pas. L'IM est compatible avec toute une panoplie de comportements humains et sociaux, une panoplie nettement plus grande que celle que prédit la TCR.

Il est donc utile de distinguer le débat entourant le statut de l'individualisme méthodologique de celui qui porte sur la théorie du choix rationnel. En effet, ceux qui rejettent la TCR à cause de son « atomisme individualiste » doivent, en toute cohérence, rejeter toutes les approches qui partagent cette orientation, y inclus l'interactionnisme symbolique avancé par Jean Poupart dans son commentaire.

Un autre point de désaccord concerne le degré de rationalité qu'il faut imputer aux acteurs sociaux. Les théoriciens néoclassiques traditionnels continuent d'élaborer des modèles fondés sur des acteurs hyper rationnels, mais une littérature de plus en plus riche démontre que les gens ne suivent pas les préceptes de la rationalité parfaite dans la vie de tous les jours. En conséquence, comme le souligne David Laitin, de plus en plus d'auteurs, même en science économique, abandonnent le postulat d'une rationalité parfaite. On reconnaît de plus en plus que l'information dont disposent les gens est souvent incomplète, d'autant plus que cette information peut être fort coûteuse et qu'il peut être tout à fait rationnel, étant donné ces coûts, de se contenter d'une information limitée.

Dans de telles situations de rationalité imparfaite, les institutions peuvent jouer un rôle crucial en créant des normes ou des habitudes, comme le fait remarquer David Marsden. Ces normes et habitudes indiquent quels comportements adopter si l'on ne sait pas trop quoi faire. C'est un peu comme les « points de mire » proposés par la théorie moderne des jeux pour rendre compte du choix d'un équilibre particulier dans un jeu comptant plusieurs points d'équilibre potentiels.

Il reste cependant, comme nous le rappelle Campbell, tenant reconnu de l'approche institutionnaliste, que de telles métaphores, quelque intéressantes qu'elles puissent paraître, sont loin de constituer une *théorie* pour expliquer pourquoi tel équilibre est choisi plutôt que tel autre. Il n'est pas suffisant d'avancer que les institutions peuvent influencer les comportements, il faut préciser *comment* cette influence s'exerce. Et, comme le souligne Balme, affirmer que les institutions et les idées « créent » ou « déterminent » les identités et préférences ne fait guère progresser la connaissance, à moins de spécifier comment cela se produit.

Le débat sur les sources des préférences soulève le même genre de problème. Les critiques de la TCR font valoir qu'en tenant les préférences comme exogènes, on évacue l'une des questions les plus intéressantes et importantes que l'on peut et doit se poser à propos du comportement social. Les tenants de la TCR rétorquent, non sans raison, que, de toute façon, les autres perspectives théoriques n'ont pas réussi à démontrer qu'elles pouvaient fournir des réponses satisfaisantes à ces questions « intéressantes » et « importantes ». Mais dans le camp de la TCR, plusieurs reconnaissent que la critique qui leur est adressée est néanmoins pertinente, et quelques-uns, même parmi les plus orthodoxes, se sont aventurés à proposer des hypothèses sur les origines des préférences (voir Becker, 1996 ; Coleman, 1990 ; Hechter, Nadel et Michod, 1993).

Dans la même veine, on retrouve le débat sur la substance des préférences qu'on impute aux acteurs. Doit-on leur attribuer des objectifs spécifiques (le profit pour les entrepreneurs, l'élection ou la réélection pour les politiciens) ou simplement généraux (la maximisation de leur bien-être) ? Doit-on supposer que ces objectifs sont stables ou qu'ils peuvent varier dans le temps ? En fait, ces questions sont intimement liées à celles qui ont trait à l'origine des préférences. D'où la nécessité pour les chercheurs, comme plusieurs de nos auteurs le soulignent, de s'attaquer à cette épineuse question et de démontrer que la perspective théorique qu'ils privilégient peut apporter une contribution intéressante à cet égard.

Même s'il faut rejeter la thèse selon laquelle la TCR peut rendre compte de *tous* les comportements, on peut soutenir qu'elle peut s'appliquer, quoique à des degrés variables, à toutes les cultures. En fait, c'est là, du point de vue de ses partisans, l'une de ses plus belles qualités. Cette affirmation est évidemment contestée. Les critiques de la TCR accusent ses tenants de vouloir imposer un modèle qui, au mieux, reflète certaines tendances que l'on retrouve dans les sociétés occidentales à des sociétés pour lesquelles le modèle est tout à fait inapproprié (voir le débat entre Popkin (1979) et Scott (1977) à propos du « paysan rationnel » et entre Sahlins (1995) et Obeyesekere (1997) à propos du meurtre du capitaine Cook). À ce propos, Richard Balme fait remarquer que, de façon un peu paradoxale, c'est en Amérique du Nord que le débat entourant la TCR a été le plus virulent.

La fécondité relative de la TCR pour différentes sociétés et cultures est une question fascinante qui, en principe, pourrait être tranchée empiriquement. Nous supposons que même les critiques les plus sceptiques voudront admettre que, dans toutes les cultures, les gens cherchent, autant que possible, à ne pas gaspiller leurs ressources et leur temps. Ceci étant, il ne nous semble pas « déraisonnable » de vouloir expliquer les comportements sociaux dans des contextes culturels fort variés en partant de cette préoccupation commune, pour autant qu'on accepte que cette préoccupation elle-même puisse avoir un poids variable.

Reste enfin la sempiternelle question à savoir si le progrès de la connaissance en sciences sociales est mieux servi par des modèles clairs, simples et parcimonieux, mais nécessairement abstraits ou par de riches et minutieuses, mais nécessairement complexes, descriptions de la réalité. Comme nous l'avons mentionné au début, cette question peut être formulée en termes philosophiques, ce qui force à se demander ce qu'est, ultimement, la finalité de la science sociale, et on voit difficilement comment quelque consensus pourrait émerger.

Il est cependant frappant de noter comment les termes mêmes du débat ont évolué sur ce point. Les positions de Poupart et de Laitin, qui représentent les deux pôles philosophiques dans ce numéro, nous apparaissent remarquablement modérées, comparativement à ce qu'on retrouvait jadis. Il nous semble se dégager un consensus autour de l'idée que la parcimonie et le réalisme sont tous deux souhaitables mais difficilement conciliables, et qu'on ne peut déterminer dans l'absolu que l'un(e) est préférable à l'autre. Se développe ainsi une attitude beaucoup plus pragmatique, qui, pour les tenants de l'approche du choix rationnel, veut dire complexifier quelque peu leurs modèles de façon à les rendre plus réalistes.

Il y a évidemment un risque lié à ce pragmatisme. Young souligne avec beaucoup d'à-propos qu'il y a un coût à abandonner le modèle de la rationalité « dure », puisque ce sont les modèles les plus simples qui se sont avérés les plus féconds et novateurs. De façon paradoxale, c'est peut-être le plus dur des durs, Milton Friedman (1953), qui a formulé la justification peut-être la plus pragmatique (et célèbre) de la TCR. Selon Friedman, il faut juger la pertinence d'un modèle non pas en fonction du « réalisme » de ses postulats mais en fonction de ses « fruits », c'est à dire en fonction de sa capacité

à rendre compte des faits et comportements. Reste à déterminer, évidemment, si la TCR propose des explications satisfaisantes, et le consensus émergent semble être : parfois oui et parfois non...

Dans le même esprit pragmatique, certains proposent que la TCR ne soit considérée que comme un outil heuristique, c'est-à-dire un modèle simplificateur qui, en vertu de sa grande clarté et de sa simplicité, est capable de susciter de nouvelles questions, mais aussi d'identifier les *limites* mêmes de son aire d'application. C'est là une idée fort intéressante avancée par Balme et reprise par Robert Young dans sa recension des travaux suscités par les théories à la fois séduisantes et contestables de Olson sur l'action collective et Niskanen sur la bureaucratie. Laitin s'inscrit dans une même perspective en présentant la TCR comme un « programme de recherche » lakatosien plutôt qu'une véritable théorie. Notons, cependant, qu'une telle approche ne saurait évacuer l'inéluctable question : comment savoir si ce programme de recherche, dans le contexte actuel, fait progresser la connaissance ou si au contraire il freine ce développement ?

Manifestement, il n'existe pas de réponses simples à ces questions et notre objectif ici n'est pas d'en proposer. Nous trouvons plutôt utile et intéressant de rassembler un groupe d'experts, les uns plutôt favorables à la théorie du choix rationnel, les autres plutôt sceptiques, et d'engager un dialogue à la fois critique et ouvert plutôt que dans une guerre de tranchée intellectuelle. Comme le note Campbell, il y a maintenant place pour un échange de vues civilisé et potentiellement fécond. Il est peut-être temps, comme le suggère Rule, d'examiner les points critiques où la réalité empirique nous amène à passer d'un type d'interprétation à un autre. Peut-être y a-t-il lieu, plutôt que de s'attaquer continuellement aux faiblesses de telle ou telle approche, de réfléchir aux *contextes* auxquels l'une ou l'autre s'applique davantage. ◆

BIBLIOGRAPHIE

- BECKER, Gary S. (1996), *Accounting for Tastes*, Cambridge (MA), Harvard University Press.
- BECKER, Gary S. (1976), *The Economic Approach to Human Behavior*, Chicago, University of Chicago Press.
- COLEMAN, James S. (1990), *Foundations of Social Theory*, Cambridge (MA), Harvard University Press.
- ETZIONI, Amitai (1988), *The Moral Dimension: Toward a New Economics*, New York, The Free Press.
- FRIEDMAN, Milton (1953), « The Methodology of Positive Economics », in Milton FRIEDMAN (dir.), *Essays on Positive Economics*, Chicago, University of Chicago Press, p. 3-43.
- HECHTER, Michael, Lynn NADEL et Richard MICHOD (dir.) (1993), *The Origin of Values*, Hawthorn (NY), Aldine de Gruyter.
- OBEYESEKERE, Gananath (1997), *The Apotheosis of Captain Cook: European Mythmaking in the Pacific*, Princeton (NJ), Princeton University Press.
- POPKIN, Samuel (1979), *The Rational Peasant: The Political Economy of Rural Society in Vietnam*, Berkeley, University of California Press.
- SAHLINS, Marshall D. (1995), *How « Native » Think: About Captain Cook, For Example*, Chicago, University of Chicago Press.
- SCOTT, James C. (1977), *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press.